



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

51485
Distr.
LIMITED

E/CN.14/CAP.4/2
19 juillet 1972

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des planificateurs africains
Quatrième session
Addis-Abéba, 4-13 octobre 1972

QUESTIONS DECOULANT DE LA DIXIEME SESSION
(PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES)
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA)

QUESTIONS DECOULANT DE LA DIXIEME SESSION
(PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES)
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA)

INTRODUCTION

Le présent document a pour objet de mettre en lumière les aspects des débats et des travaux de la dixième session de la Commission (première Conférence des Ministres) qui présentent un intérêt immédiat pour la recherche, les études et la planification économiques.

On trouvera le compte rendu complet des débats et des travaux qui ont porté sur tous les aspects de l'évolution socio-économique des économies africains dans le Rapport annuel de la Commission pour la période allant du 15 février 1970 au 13 février 1971 (E/4997, E/CN.14/519, Volumes I et II).

Examen des activités concernant la recherche, les études
et la planification économiques

Une nouvelle Division de la recherche et de la planification économique a été constituée à compter du 14 septembre 1970. Elle a pour objet de doter le secrétariat d'un dispositif plus efficace en vue d'étudier et de comprendre les facteurs qui expliquent l'échec relatif du multiplicateur économique de développement dans la région, de déterminer comment on pourrait agir sur ces facteurs ou les modifier, et de proposer des moyens qui permettront de relier plus effectivement les techniques de planification aux réalités socio-économiques propres à l'Afrique. On prévoit que les travaux consacrés à la recherche socio-économique et à la planification permettront d'améliorer l'étude annuelle des conditions dans la région.

Au cours de la période considérée, la troisième session de la Conférence des planificateurs africains s'est tenue à Addis-Abéba du 20 au 29 mai. Les débats ont porté essentiellement sur les activités des Nations Unies relatives à la deuxième Décennie du développement, les problèmes et les méthodes de planification en Afrique et les travaux effectués par le secrétariat. Le schéma proposé pour le programme de travail dans les domaines de la recherche et de la planification économiques a d'autre part été examiné et adopté. La Conférence a aussi discuté de l'avenir de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et a élu les membres de son conseil d'administration pour la période biennale 1970-1972.

Le secrétariat a, d'autre part, poursuivi ses travaux pour l'élaboration d'un projet de stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70. A ce propos, le secrétariat a étudié tout particulièrement la mesure dans laquelle on peut compter sur le commerce, l'aide et les investissements extra-africains pour s'assurer les ressources nécessaires à l'accélération du développement et de la croissance économiques. Les travaux ont également porté sur une réorientation des politiques et des plans en faveur du développement des marchés nationaux et multinationaux au sein de la région et sur certains des facteurs qui doivent être pris en considération pour l'adoption d'une telle stratégie.

Un séminaire sur les données nécessaires pour l'élaboration des projections, organisé avec la coopération du Bureau de statistique de l'ONU et du Centre des projections, de la planification et des politiques relatives au développement de New York, s'est tenu à Addis-Abéba du 9 au 13 novembre (E/CN.14/501). Il s'agissait essentiellement de permettre à des planificateurs et à des statisticiens de se réunir pour comparer les besoins en données des services de planification aux capacités de production des services de statistique. Les participants ont en particulier considéré la possibilité d'adopter le système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies en vue de répondre à ces besoins. D'autres questions fondamentales relatives aux besoins en données ont été étudiées, notamment les suivantes: planification régionale, expansion des marchés et monétisation des activités de subsistance, structure de la consommation et de la distribution du revenu, programmation industrielle, productivité de la main-d'oeuvre, indicateurs sociaux et évaluation de la production du secteur public.

Les deux premières parties de l'Etude des conditions économiques en Afrique (1969) ont été achevées et publiées 1/. Pour l'élaboration de la deuxième partie, une équipe de fonctionnaires du secrétariat a procédé à une enquête dans un certain nombre de pays de la région. Les données économiques résumées, qui font l'objet d'une demande importante, ont été révisées, mises à jour et publiées pour tous les pays africains. Le septième numéro des Informations sur la planification et les deux premiers numéros du volume X du Bulletin économique pour l'Afrique sont à l'impression.

Dans le domaine des services consultatifs, le secrétariat a fourni une assistance à la Zambie en ce qui concerne les aspects cartographiques de la planification régionale.

Rapport du Comité technique d'experts

Le Secrétaire exécutif a présenté le rapport de la deuxième Réunion du Comité technique d'experts (E/CN.14/512, E/CN.14/TECO/13). Il a déclaré que le Comité avait fait le bilan des travaux de la Commission pendant la période biennale 1969-1971, examiné le projet de programme de travail qu'il avait ensuite adopté après y avoir apporté des corrections et des modifications, et enfin élaboré des projets de résolutions à soumettre à l'examen de la Conférence des ministres.

1/ Publication de l'Organisation des Nations Unies, No de vente: F.71.II.K.5 et 6.

La seule question que le Comité n'avait pas abordée concernait le projet de Conférence des Nations Unies sur le milieu humain qui devait se tenir à Stockholm en 1972, aussi le représentant du Secrétaire général de la Conférence a-t-il été invité à présenter la question.

Il a indiqué que le milieu humain, défini comme étant tout ce qui constituait l'entourage de l'homme, donnait lieu à de graves problèmes qui venaient de plusieurs causes: concentrations de population mal planifiées; abus des substances chimiques dans l'agriculture; implantation d'industries sans souci de leurs effets sur l'air et l'eau; exploitation irrationnelle des ressources naturelles. Ces causes avaient, sur la qualité de la vie, des conséquences nuisibles, telles que la prolifération dans les villes et leurs faubourgs de logements insalubres, l'érosion et la pollution des sols, la disparition de certaines espèces végétales et animales.

Il était devenu urgent de mettre un terme à cette détérioration dans le cadre d'un effort concerté entrepris à l'échelle nationale, régionale et internationale. L'Organisation des Nations Unies avait donc décidé de convoquer à Stockholm en 1972, une conférence sur le milieu humain à laquelle participeraient notamment tous les pays en voie de développement que l'on aiderait financièrement à préparer cette conférence.

Le Comité préparatoire avait tenu deux réunions au cours desquelles il avait été recommandé de faire porter l'examen des problèmes relatifs au milieu sur l'application des progrès techniques et scientifiques en vue de la préservation et de l'amélioration du milieu humain; l'érosion, la détérioration des sols et la pollution; l'accroissement démographique et l'accélération de l'urbanisation et le bien-être physique, mental et social de l'homme.

Ces questions seraient étudiées à trois niveaux: le niveau intellectuel-conceptuel, le niveau 'plan d'action' et le niveau de 'l'action finale'. Six commissions seraient chargées d'étudier les questions suivantes:

- a) Planification et gestion des agglomérations humaines en vue d'assurer la qualité du milieu;
- b) Aspects de la gestion des ressources naturelles liés au milieu;
- c) Lutte contre la pollution et les nuisances présentant une importance sur le plan international;
- d) Aspects pédagogiques, sociaux et culturels du milieu;
- e) Aspects économiques et financiers du milieu;
- f) Incidences institutionnelles internationales des propositions d'action.

Le secrétariat enverrait bientôt dans certains pays africains une mission chargée de préparer la convocation, à Addis-Abéba en septembre, d'un séminaire pendant lequel des documents sur la situation du milieu en Afrique seraient établis en vue de la Conférence de Stockholm. Une résolution invitant la participation des Etats membres à la Conférence et à ses préparatifs a été adoptée à l'unanimité.

Après la présentation du rapport du Comité technique d'experts, plusieurs délégations ont estimé que, compte tenu de son mandat et de ses ressources, la CEA avait bien fait, depuis 12 ans qu'elle existe, de se consacrer au rassemblement de données économiques et de statistiques sur les résultats de l'évolution des économies africaines. Le moment était venu pour la CEA de devenir une organisation opérationnelle, du moins pour certaines branches de ses activités. On a estimé qu'étant donné ses ressources limitées, la CEA devait essayer de restreindre ses activités, en évitant de se lancer dans des programmes trop ambitieux.

L'idée de la CEA que l'agriculture est un secteur essentiel du développement des économies africaines a été généralement approuvée et on a reconnu que des efforts plus résolus devraient être faits pour transformer les économies rurales. Les pays donateurs ont été instamment invités à accroître leur aide au développement de l'agriculture. On a reconnu toutefois qu'un juste équilibre devait être maintenu entre le développement agricole et le développement industriel. De l'avis général, la CEA avait dirigé ses efforts dans la bonne voie en favorisant le commerce intra-africain et l'on a jugé que les progrès seraient plus sensibles dans ce secteur, si les gouvernements apportaient leur appui à l'entreprise.

Dans l'ensemble, on a estimé que les transports et les communications bénéficiaient aussi de l'attention qu'ils méritaient. Le projet d'axe routier transcontinental entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest a été cité comme un excellent exemple de l'intérêt que la CEA portait aux liaisons routières en Afrique et de nombreux pays ont fait savoir qu'ils appuyaient de tels projets. A ce propos, la délégation du Gabon a informé la Conférence que son gouvernement était prêt à accueillir la réunion d'experts sur les transports à une date qui serait prochainement communiquée au secrétariat.

De nombreuses délégations ont considéré que la coopération économique était en retard. Ce qui manquait, c'était la détermination sur le plan politique et on a exprimé l'espoir que les projets de groupements régionaux, tels que celui de l'Afrique de l'Ouest, progresseraient plus qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors.

On a été d'avis que jusqu'à ce qu'ils aient atteint le stade de la croissance auto-entretenu, de nombreux pays africains ne seraient pas en mesure de créer une épargne suffisante pour pouvoir assurer une croissance rationnelle et régulière en utilisant leurs propres ressources, ce qui ne signifiait pas que l'on sous-estimait la valeur de la notion d'autonomie dans la course vers la transformation économique et sociale. La charge fiscale que pouvait supporter une nation n'était pas illimitée et l'assistance financière que l'étranger accordait à l'Afrique diminuait au lieu d'augmenter. On a estimé que la création d'un lien satisfaisant entre les droits de tirage spéciaux et les apports de capitaux supplémentaires pour le développement permettrait d'accroître la quantité totale des capitaux à investir dans les pays africains.

Certains représentants ont partagé l'opinion exprimée par la CNUCED selon laquelle les transports maritimes entre l'Afrique et les autres parties du monde ne devraient pas être assurés uniquement par la marine marchande des pays développés et le secrétariat de la CEA a été prié par certaines délégations d'aider les pays africains à créer individuellement ou collectivement des compagnies de navigation.

S'agissant du transfert des techniques et des compétences, de nombreuses délégations ont été d'avis que le programme des études et son contenu devraient être adaptés aux conditions locales. Les qualifications acquises devraient correspondre aux besoins locaux et les Etats devraient accorder des bourses d'études et fournir dans les domaines scientifiques et techniques notamment des encouragements propres à stimuler le développement économique. On a aussi souligné qu'il importait de développer la recherche dans les pays africains et les gouvernements ont été instamment priés d'envisager sérieusement la création de conseils nationaux de la recherche et d'assurer la coordination générale en matière de science appliquées.

Il a été convenu que les déclarations et les commentaires faits durant les débats devraient être pris en considération pour la mise au point définitive du rapport du Comité technique d'experts; à cet égard, il a été convenu que la déclaration de la délégation nigériane serait diffusée.

Etude des conditions économiques en Afrique,
1969

Un représentant du secrétariat a présenté l'Etude des conditions économiques en Afrique, 1969, parties I et II (E/CN.14/480/Rev.1). Il a indiqué que l'Etude était un projet annuel qui visait essentiellement à faire le point de l'évolution des orientations de la croissance en Afrique.

Les résultats de l'Etude avaient montré que dans la plupart des pays en voie de développement, l'activité économique s'était située à un niveau très bas pendant les années 60 et que la croissance s'y caractérisait depuis longtemps par un taux assez médiocre. Dans l'ensemble, le produit intérieur brut des pays africains en voie de développement s'était accru à raison de 4 p. 100 par an en moyenne entre 1960 et 1969, soit un chiffre inférieur à l'objectif fixé pour la première Décennie des Nations Unies pour le développement.

Les industries manufacturières reposaient essentiellement sur le remplacement des importations et la croissance variait d'une sous-région à l'autre, étant concentrée dans des zones géographiques étroitement limitées (principalement des zones urbaines). Le secteur des industries extractives avait connu la croissance la plus rapide, mais son succès n'avait fait que mettre en évidence les dangers qui s'attachaient à une expansion économique fondée sur la production et l'exportation d'un éventail limité de produits. La région était riche en réserves énergétiques qui n'étaient pas encore exploitées et les services de transport avaient enregistré un recul entre 1965 et 1969 par rapport à 1960-1965.

La valeur des exportations avait augmenté à un taux moyen de 10,2 p. 100 par an, mais ce résultat était dû à une hausse des prix et non pas à un accroissement de volume de ces exportations. Dans l'ensemble, la balance des paiements de nombreux pays avait accusé un déficit dont le financement avait été assuré par des mouvements de fonds publics, plutôt que par des apports de capitaux privés.

La plupart des pays de la région avaient adopté la planification pour modifier systématiquement les conditions socio-économiques. Malheureusement, les résultats étaient restés en deçà des objectifs fixés et on pouvait considérer que les années 60 avaient été consacrées à l'acquisition de l'expérience indispensable.

D'une manière générale, il ressortait de l'examen des données disponibles concernant 30 pays que les conditions ne seraient probablement pas meilleures en 1970 qu'en 1969, et qu'en mettant les choses au mieux, elles pourraient être identiques.

La Conférence a pris note de la deuxième partie du document qui consistait en une étude typologique portant essentiellement sur les problèmes des économies à tendance agricole,

La Conférence s'est déclarée satisfaite de cette étude mais a toutefois relevé quelques erreurs et ambiguïtés dans certains jugements. Il a été souligné que cette étude avait une grande importance pour la Commission et qu'elle aurait dû être soumise à l'examen du Comité technique d'experts, qui aurait pu corriger ces erreurs et ambiguïtés. Les participants sont convenus qu'ils feraient connaître, par écrit, les erreurs relevées au secrétariat afin que celui-ci puisse apporter les corrections nécessaires.

Les participants ont été également d'avis que les facteurs présentés comme propres à susciter une expansion notable des économies à tendance agricole, tels que la 'révolution verte' et les entreprises internationales, auraient dû faire l'objet d'un développement plus détaillé et recevoir la place qu'ils méritaient.

En réponse à une question concernant une note du Secrétaire exécutif selon laquelle le secrétariat était seul responsable de l'étude et les vues exprimées ne pouvaient être attribuées à la Commission ou aux gouvernements des Etats membres, il a été expliqué que cette précaution était nécessaire pour dégager la responsabilité de la Commission et des gouvernements du fait que quelques-unes des données publiées dans certains documents de la CEA étaient des estimations établies par le secrétariat, dont on s'était servi en attendant d'avoir reçu des renseignements officiels des gouvernements intéressés.

Une question a également été soulevée sur les sources de référence. Certaines délégations ont fait observer que dans les études on se référait à de nombreux ouvrages économiques d'auteurs de toutes origines mais qu'on ne citait aucun auteur africain et que les données utilisées étaient plus souvent de source étrangère que de source nationale. Il a été répondu que le secrétariat apportait le plus grand soin à la préparation de cette étude; on s'efforçait de trouver des sources africaines et d'adopter une méthode de travail plus académique. De plus, le secrétariat faisait appel dans toute la mesure du possible à des Africains, dont certains enseignaient dans des universités.

Stratégie de l'Afrique pour le Développement durant les années 70

La Conférence des ministres avait été saisie d'un projet de 'Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70', qui avait été recommandé par le Comité technique d'experts à sa deuxième réunion, en vue de son examen par la Conférence.

Toutes les délégations participant aux discussions ont souligné que si l'on voulait que la stratégie globale du développement soit concluante en Afrique durant les années 70, on devrait définir ses composantes, et coordonner sa programmation et son exécution à l'intérieur de la région. Un certain nombre de suggestions ont été présentées pour assurer une plus grande efficacité des activités de la CEA, en définissant les modalités de coopération entre celle-ci et les autres organes du système des Nations Unies, et en intensifiant les contacts entre la Commission et ses Etats membres. On a recommandé à cet égard que la CEA participe davantage aux activités opérationnelles, ce qui exigeait une augmentation des ressources, une certaine décentralisation et le renforcement du secrétariat.

On a souligné que la stratégie africaine s'inscrivait dans la stratégie mondiale adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2626 (XXV). Dans le cadre de cette stratégie africaine, les gouvernements africains devraient élaborer leur propre stratégie dans le contexte du développement économique, social et institutionnel. On pouvait envisager la mise en oeuvre de cette stratégie à trois échelons: national, multinational ou sous-régional, et régional. En dernière analyse c'était la planification nationale qui devait définir les objectifs du développement et permettre de déterminer les moyens et les obstacles.

Au cours des débats, il a été question plusieurs fois des résultats obtenus par les économies africaines, de la situation actuelle et du rôle que les pays africains pouvaient attendre de la part de la communauté internationale. L'objectif global d'expansion fixé pour la première Décennie des Nations Unies pour le développement n'avait pas encore été atteint par la région africaine dans son ensemble. L'expansion des pays africains au cours de la Décennie avait été moins régulière que celle des autres régions en voie de développement. On a fait valoir que l'acceptation des objectifs fixés dans la stratégie mondiale prévue pour les années 70, et notamment les taux de croissance de 4 p. 100 dans l'agriculture et de 8 p. 100 dans l'industrie, devait être reconsidérée pour ce qui concernait l'Afrique. Dans toute stratégie du développement établie pour l'Afrique, on devait insister tout particulièrement sur la croissance accélérée. Ce n'est pas en projetant dans l'avenir les résultats antérieurs que l'on pourrait atteindre l'objectif global fixé. On a reconnu, par ailleurs, que le document sur la stratégie africaine n'indiquait que le minimum acceptable.

La situation économique actuelle de l'Afrique indiquait que l'Afrique se trouvait à un faible niveau de développement, en dépit des ressources abondantes dont la nature l'avait dotée; que pour son développement économique, elle dépendait d'un milieu international défavorable; que la structure de sa production n'allait pas de pair avec la demande dont ses produits faisaient l'objet; que les fondements de son économie étaient faibles; que l'Afrique n'était même pas en mesure de subvenir à ses besoins en produits alimentaires; et que sur le plan économique, la force était dans une large mesure entre les mains d'étrangers.

On a reconnu l'importance du rôle que le commerce et l'aide extérieurs devraient jouer dans la mise en oeuvre d'une stratégie africaine. Cependant, on a souligné que l'aide était souvent déterminée par les intérêts politiques et économiques des pays donateurs et par conséquent, ne tenait pas toujours compte des programmes de développement élaborés par les gouvernements africains, si bien que les ressources locales pouvaient être bloquées pour l'exécution des projets les moins prioritaires. On a insisté sur le fait qu'il était nécessaire d'apporter une aide aux programmes plutôt qu'aux projets et on a dit que les pays africains devaient aborder la question avec les donateurs en vue d'atteindre cet objectif.

On a fait ressortir les objectifs suivants de la stratégie globale pour le développement: fonds supplémentaires; lien entre les droits de tirage spéciaux et l'octroi de fonds supplémentaires pour le développement; suppression de l'aide liée et assouplissement des conditions de l'aide de manière qu'elles correspondent à la capacité des pays africains d'assurer le service de la dette. Les politiques suivies en matière d'aide pendant les années 60 avaient en effet aggravé le problème du service de la dette dans les Etats membres.

Ce qu'il fallait désormais, c'était faire en sorte que les différents objectifs fixés dans le cadre de la stratégie globale soient atteints. Il fallait se féliciter des efforts déployés en ce sens par un certain nombre de pays développés à économie de marché, mais l'on a exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre de ceux-ci, ainsi que les pays à économie dirigée, feraient preuve du même sens politique.

La communauté internationale n'avait rien fait d'important dans le domaine des produits de base. On n'avait pas même commencé à progresser pour la catégorie la plus simple, celle des produits qui présentaient surtout un intérêt du point de vue des pays en voie de développement, et qui ne faisaient pas directement concurrence aux produits agricoles des pays développés.

Les efforts déployés en vue de favoriser la coopération entre pays producteurs devraient être intensifiés. Le système général des préférences était presque sans objet pour la plupart des pays africains, en ce sens qu'ils ne produisaient pas les articles sur lesquels portait ce système. Le système de préférences présentait en outre une tendance à établir une discrimination à l'encontre d'un certain nombre de pays africains qui s'étaient engagés par des accords à consentir des préférences à certains pays développés. Les pays développés intéressés ont été instamment invités à se consulter pour trouver une formule propre à débarrasser le système de cette tendance à la discrimination. Un appel a été lancé aux pays de l'OCDE pour qu'ils révisent leur offre de préférences.

Il a été rappelé aux pays africains qu'il importait d'envisager avec le plus grand sérieux leurs préparatifs en vue de la troisième session de la CNUCED, qui traiterait des problèmes fondamentaux intéressant leur commerce extérieur et leur développement. Ils devaient arrêter une attitude cohérente, qui puisse être fermement défendue à la Conférence, et aborder les débats en s'attachant surtout à obtenir l'application rapide de décisions prises à la deuxième session de la CNUCED et de celles qui étaient inscrites dans la stratégie mondiale adoptée par l'Assemblée générale, plutôt qu'en cherchant à redéfinir radicalement les buts et objectifs.

Tout en reconnaissant l'utilité du rôle que l'aide et le commerce extérieurs joueraient dans le développement de l'Afrique durant les années 70, on devait souligner la nécessité absolue de nouveaux efforts de mobilisation et d'utilisation des ressources intérieures. Une mobilisation effective de ces ressources constituait l'indice le plus sûr de la détermination d'un pays à s'engager dans la voie du développement. Le Secrétaire exécutif a été prié d'intensifier l'assistance technique fournie aux gouvernements africains dans ce domaine. Différents moyens de mobiliser les ressources intérieures en vue du développement ont été évoqués comme, par exemple, la création de fonds de placement et la réduction au strict minimum des dépenses publiques ordinaires.

On a insisté particulièrement sur la nécessité de développer la coopération économique multinationale dans la région. L'héritage du colonialisme en Afrique ne devrait pas entraver la coopération fraternelle entre Africains. Un certain nombre de délégations ont informé la Conférence des progrès faits dans ce domaine. On a signalé que cette coopération, en particulier en matière d'échanges intra-africains, serait sans objet tant qu'il n'existait pas un réseau suffisant de transports et les progrès enregistrés dans la mise en place d'un tel réseau ont été accueillis avec satisfaction. La Conférence a exprimé l'espoir que les pays africains bénéficieraient de tout le concours possible de la part de la communauté internationale dans leurs efforts tendant à développer encore davantage la coopération intra-africaine.

Les autres éléments suivants de la stratégie ont particulièrement retenu l'attention: nécessité d'adapter la technique moderne aux conditions africaines; nécessité d'un développement rural intégré, répartition des revenus, agriculture, transports maritimes, mise en valeur des ressources humaines et nécessité primordiale de stimuler l'industrialisation. S'agissant de l'industrialisation on a présenté un projet de déclaration sur la coopération entre la CEA et l'ONUDI, dont les éléments essentiels ont été repris au titre du point 9 de l'ordre du jour.

Un certain nombre de délégations ont rappelé que l'Afrique était la région en voie de développement la moins avancée et qu'il fallait donc s'attacher en priorité à l'élaboration de mesures propres à résoudre les problèmes des pays les moins avancés.

S'agissant de l'adoption de la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 par la Conférence des ministres, certaines délégations ont fait observer que la Conférence devrait simultanément définir un instrument approprié pour sa mise en application. Une résolution dans ce sens a été adoptée à l'unanimité.

Résolution 218(X). Stratégie de l'Afrique pour le développement
durant les années 70

La Stratégie a fait l'objet d'un document distinct.

Résolution 220(X). Recherche et planification économique

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité de veiller à ce que les pays africains atteignent les taux de croissance fixés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement *

Notant que des études économiques à jour portant sur la région, les sous-régions et les pays sont indispensables pour permettre une revue constante de l'évolution économique, la détermination de points de croissance et la définition des facteurs qui freinent la croissance,

Reconnaissant la nécessité d'établir des plans de développement à moyen terme pour assurer une croissance régulière et permanente,

1. Recommande que les gouvernements des Etats Membres continuent à mettre en place un mécanisme efficace de planification.
2. Prie instamment tous les Etats Membres d'améliorer leurs méthodes de présentation des données économiques et d'élaboration et de modification des plans de développement;
3. Recommande en outre que dans les pays qui n'élaborent pas d'études de ce type, un organisme gouvernemental soit chargé d'établir et de publier une étude économique annuelle;
4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à apporter toute l'assistance possible dans les domaines de la planification et des études économiques, en particulier pour la formation de spécialistes de la planification économique, de l'analyse économique, etc.;
5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de continuer à améliorer la teneur de l'étude économique annuelle de la région et d'établir annuellement des données résumées pour les divers pays d'Afrique.

163ème séance, 13 février 1971

* Voir la résolution 2626(XXV) adoptée le 24 octobre 1970 par l'Assemblée générale.

Résolution 232(X). Les pays en voie de développement les moins avancés

La Conférence des ministres,

Se félicitant de la résolution 2626(XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment de la section 5 concernant les mesures spéciales en faveur des moins avancés parmi les pays en voie de développement,

Ayant à l'esprit la prochaine Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ainsi que la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue pour 1972 et les réunions préparatoires à ces conférences,

Se rendant compte que les avantages découlant de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement doivent être répartis équitablement entre tous les Etats membres,

Se rendant compte aussi que des efforts analogues à ceux du Conseil du commerce et du développement tendant à élaborer des mesures spéciales en faveur des moins avancés des pays en voie de développement devraient être étendus à d'autres domaines dans l'intérêt de ces pays,

Consciente de la nécessité d'une action concertée de la part des organismes régionaux et des institutions spécialisées en vue de réduire l'écart en matière de développement entre les pays en voie de développement,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'élaborer pour les années 70 un programme d'action détaillé et complet en faveur des moins avancés des Etats membres africains et de présenter un rapport à la réunion ministérielle préparatoire à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des membres africains du groupe des 77 et à la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel prévue à Vienne en juin 1971, ainsi qu'aux organes directeurs compétents des institutions spécialisées et des organismes d'exécution;

2. Adresse au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies un appel pour qu'il accélère, en consultation avec les chefs des institutions spécialisées, des organismes d'exécution, des commissions régionales et d'autres organes compétents, l'examen approfondi des problèmes qui se posent aux moins avancés des pays en voie de développement, et pour qu'il recommande l'adoption, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, des mesures spéciales permettant de résoudre ces problèmes comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 2564(XXIV) du 13 décembre 1969;

3. Prie instamment le Secrétaire exécutif de transmettre le programme d'action au Conseil économique et social, pour que les organes directeurs des institutions spécialisées et des organismes chargés de l'exécution lui donnent la suite qui convient.

Institut africain de développement économique et de planification

Conformément à la résolution 193(IX) adoptée par la Commission à sa neuvième session, un certain nombre de gouvernements d'Etats membres ont appuyé auprès du Conseil d'administration du PNUD la requête sollicitant le financement de la deuxième phase du projet de l'Institut. Cette deuxième phase a commencé en novembre 1970.

Les activités des sept premières années de l'Institut ayant été presque exclusivement consacrées à la formation, aux dépenses de la recherche et des services consultatifs, il est envisagé de réorienter ses formes d'intervention et d'intensifier son programme de recherche au cours de cette deuxième phase. Le nouveau Directeur de l'Institut, nommé en septembre 1970, a engagé à ce sujet des consultations avec les institutions de la région.

A sa dixième réunion tenue en janvier 1970, le Conseil d'administration a nommé les membres du Conseil académique consultatif dont les travaux assureront une meilleure coordination des activités de l'Institut avec celles des universités et des institutions de recherche de la région.

Avec la collaboration et la participation des universités et des institutions de recherche, l'Institut a organisé dans la région des cours et des séminaires à l'échelon national ou sous-régional.

A la troisième session de la Conférence des planificateurs africains tenue à Addis-Abéba en mai 1970, sept nouveaux membres non permanents du Conseil d'administration de l'Institut ont été élus. A l'occasion de ces élections, des participants à la Conférence ont déclaré que la Conférence des ministres devrait revoir le nombre et les modalités d'élection des membres non permanents du Conseil.

Programme de travail

Notes explicatives

Dans le présent programme de travail, les projets sont répartis par secteurs (de 1 à 20). Pour répondre à la demande du Conseil économique et social 1/ selon laquelle la classification fonctionnelle des activités devait être indiquée, les grandes catégories ci-dessous, proposées par le Conseil, sont reprises pour chaque division ou section:

1/ Voir "Programme de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, Rapport du Secrétaire général", E/3928, présenté au Conseil à sa trente-septième session en été 1964.

- A. Questions générales et techniques intéressant le développement;
- B. Valorisation et utilisation des ressources humaines;
- C. Mise en valeur et conservation des ressources physiques;
- D. Service essentiels.

Les projets relevant de chaque division ou section sont numérotés par ordre croissant et des renvois indiquent, le cas échéant, les études et recherches qui exigent la collaboration de plusieurs divisions ou sections du secrétariat.

Les travaux correspondant à chaque projet sont répartis en trois catégories, conformément à la classification recommandée par le Conseil dans sa résolution 1367(XLV): catégorie A - travaux de haute priorité; catégorie B - travaux prioritaires; catégorie C - travaux de priorité moins élevés.

Le programme de travail de chaque division organique comprend deux éléments: le premier est un calendrier d'exécution pour certains des projets les plus importants et le second une planification à long terme (1971-1976), englobant les perspectives de la deuxième Décennie du développement en ce qui concerne les principaux domaines du programme.

La planification à long terme a été établie en exécution des résolutions 1264(XLIII) et 1356(XLV) du Conseil économique et social et des décisions prises aux troisième et quatrième réunions du Comité exécutif de la CEA en mai et novembre 1970, aux termes desquelles le Secrétaire exécutif était invité à définir une stratégie pour la deuxième Décennie du développement en Afrique et un programme de travail pour l'application de la stratégie dans les principaux secteurs du développement.

Compte tenu des difficultés escomptées dans certains secteurs et certains domaines du développement durant les années 70, la planification à long terme a pour objet de faciliter l'examen des mesures concrètes qui pourraient être prises de concert par les Etats membres, la Commission et les institutions intéressées, à l'échelon national et sur le plan régional. De même, cette planification à long terme permettra de procéder plus aisément à une étude générale du rôle que la Commission sera vraisemblablement appelée à jouer dans les divers secteurs du développement ainsi que de la forme et du volume des ressources qu'il faudra prévoir pour les années à venir.

Recherche et planification économiques: Liste annotée de projets
pour les années 1971-1973 avec projections jusqu'à 1976

Les projets qui suivent sont ceux qui ont été approuvés par la Conférence des Ministres à sa première réunion (dixième session de la Commission). Depuis lors certains changements y ont été apportés pour tenir compte des ressources en personnel, particulièrement pour 1972 et 1973.

Les changements et les prolongations jusqu'en 1979 seront examinés au titre du point 8 de l'ordre du jour provisoire: "Programme de travail de la CEA dans le domaine de la recherche et de la planification économique pour les années 1974-1976, avec projections jusqu'à 1979".

Le programme de travail met particulièrement l'accent sur la nécessité de mettre au point des techniques de planification convenant aux conditions africaines, d'élaborer des modèles et d'adapter les méthodes de planification régionale, ainsi que de rassembler et d'analyser les données statistiques nécessaires. Des études statistiques spécialisées sont indispensables, notamment en ce qui concerne les données démographiques requises pour la planification et les techniques permettant d'introduire des facteurs sociaux dans les modèles de planification, l'amélioration des méthodes de sélection et de préparation des projets, le rôle des études de marché dans la planification, et les méthodes et les organismes nécessaires pour la programmation des éléments scientifiques et techniques des plans nationaux. Une attention particulière a été réservée aux problèmes de la croissance urbaine, de la planification sectorielle et des facteurs qui gênent ou favorisent les effets d'entraînement au sein de l'économie. L'Etude des conditions économiques de 1970-1971 portera essentiellement sur l'utilisation de la comptabilité nationale dans la planification du développement africain.

Division de la recherche et de la planification économiques

A. Questions générales et techniques intéressant le développement

1A:11 Tendances, besoins et possibilités du développement (en association avec 3A:1 b)i)

Autorisation:

Mandat de la Commission, Rapport sur la première session.

But du projet:

Présenter une analyse et une revue de l'évolution et des tendances économiques et un compte rendu annuel des progrès au cours de la deuxième Décennie du développement, dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution d'une stratégie et de mesures régionales.

Catégorie A

Travaux:

- a) Assistance aux gouvernements (1971-1976):
 - i) Fournir des services consultatifs et envoyer des missions aux Etats membres, sur leur demande, pour des études économiques;
 - ii) ~~Offrir~~ une assistance aux universités, aux instituts de recherche économique et sociale et aux organismes nationaux chargés de procéder à des études économiques, et assurer la liaison avec eux;

iii) Offrir des avis et une assistance pour la formation de personnel et l'élaboration d'un programme régulier en vue de l'établissement d'études économiques.

b) Etudes:

Etudes sur les critères d'évaluation des progrès accomplis dans la transformation des structures socio-économiques et l'intégration générale des économies africaine (1971).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements:

"Etudes des conditions économiques en Afrique": Publication annuelle passant en revue l'évolution et les tendances économiques dans la région en insistant en particulier sur le processus de croissance et de transformation, la coopération multinationale et le comportement du secteur extérieur (1971-1976).

Programmes apparentés:

Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et toutes les divisions et sections du secrétariat; Bulletin économique pour l'Afrique (annuel)

CALENDRIER DES PROJETS 1971-1976

1. Date indicative d'achèvement: (projet permanent).

2. Etapes de l'exécution:

A. Etude des conditions économiques en Afrique 1970 - Première partie:

- a) Elaboration des données statistiques et rédaction (novembre 1970 - mars 1971).
- b) Rédaction du résumé de la première partie (mars 1971).
- c) Mise à jour des données statistiques, révision et mise au point définitive (mai - octobre 1971).

B. Etude des conditions économiques en Afrique 1971 - Première partie:

- a) Etude des critères permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la transformation des structures socio-économiques et dans l'intégration générale des économies africaines (1A:1 b)i) (avril - octobre 1971).
- b) Elaboration des données statistiques et rédaction (juin 1971 - février 1972)
- c) Rédaction du résumé de la première partie (mars 1972)
- d) Mise à jour des données statistiques, révision et mise au point définitive (mai - octobre 1972)

C. Etude des conditions économiques en Afrique 1972 - Première partie.

- a) Elaboration des données statistiques et rédaction de la seconde partie (juin 1972 - février 1973).
- b) Etablissement, examen et approbation du plan de la première partie (avril - mai 1972).
- c) Rédaction des chapitres de la première partie (mai 1972 - janvier 1973).
- d) Résumé de l'Etude (mars 1973).
- e) Mise à jour des données statistiques, révision et mise au point définitive (mai - octobre 1973).

1A:2 Recherche sur les problèmes sociaux et économiques présentant une importance particulière pour les politiques du développement.

Autorisation:

Résolutions 2082(XX) et 2318(XXII) de l'Assemblée générale, 329(XXXII), 887(XXXIV), 975(XXXVI), 1078(XXXIX) et 1083(XXXIV) du Conseil économique et social; mandat de la Commission et Rapport sur la première session; résolutions 18(II), 55(IV), 108(VI), 110(VI), 112(VI), 141(VII), 127(VII), 152(VIII), 158(VIII), 197(IX) et 200(IX) de la Commission.

But du projet:

Soumettre à l'examen des Etats membres une analyse de certains des principaux aspects du développement économique et social des pays africains en vue de leur fournir des informations et des indications pour leurs politiques de développement.

Catégorie A

Travaux:

b) Etudes:

- i) Etude des facteurs présentant le plus d'importance pour les investisseurs aux fins d'évaluation des possibilités d'investissement (1971);
- ii) Etudes sur le rôle des petites et moyennes entreprises autochtones dans le processus de transformation et de développement socio-économique; ces études comprendront une analyse de leurs lacunes et de leur structure ainsi que des mesures de politique et des investissements nécessaires pour leur maintien et leur expansion (1971-1972) (en association avec 4C:5);
- iii) Etudes sur le problème du choix des techniques (1972-1973);

- iv) Etudes sur l'emploi et la productivité dans leurs rapports avec le choix des techniques (1973-1974).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements:
Les études seront publiées sous forme de documents ou dans le Bulletin économique pour l'Afrique.
- d) Conférences, réunions ordinaires, cycles d'études et groupes d'experts (1972-1976):
 - i) Séminaire conjoint CEA/BIT sur le choix des techniques (1972);
 - ii) Conférence sur le rôle des entreprises privées étrangères dans le développement africain (1973).

Programmes apparentés:

CNUCED, Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, Bulletin économique pour l'Afrique, Etude des conditions économiques en Afrique.

CALENDRIER DES PROJETS 1971 - 1976

1. Date indicative d'achèvement: (projet permanent)
2. Etapes de l'exécution:
 - A. Etudes des facteurs présentant le plus d'importance pour les investisseurs aux fins d'évaluation des possibilités d'investissements (1A:2 b)i):
 - a) Etablissement du plan de l'étude (avril 1971)
 - b) Définition et classification des facteurs (avril - mai 1971)
 - c) Etablissement et envoi d'un questionnaire à certains investisseurs importants en Afrique (mai 1971).
 - d) Etudes sur le terrain, entrevues, réponses au questionnaire (juin - juillet 1971).
 - e) Evaluation de l'importance relative de différents facteurs (août - septembre 1971).
 - f) Examen des mesures de politique actuellement appliquées en matière d'investissement, et des changements envisagés (septembre - octobre 1971).
 - g) Rédaction du rapport (octobre - novembre 1971).
 - B. Etudes sur le rôle des petites et moyennes entreprises autochtones dans le processus de transformation socio-économique et de développement (1A:2 b)ii):
 - a) Elaboration du plan des études (août 1971).

- b) Rassemblement de la documentation et des données nécessaires (septembre - octobre 1971).
 - c) Plan des enquêtes sur le terrain (octobre 1971).
 - d) Enquêtes sur le terrain (novembre 1971 - février 1972).
 - e) Analyse par secteurs, détermination des tendances et des facteurs limitatifs (mars - août 1972).
 - f) Analyse des mesures de politique et des arrangements institutionnels existants et élaboration de propositions de réforme (septembre - octobre 1972).
 - g) Rédaction du rapport (novembre - décembre 1972).
- C. Etudes sur le problème du choix des techniques (1A:2 b)iii):
- a) Rassemblement, dépouillement et examen de la documentation de base (mai - septembre 1972).
 - b) Détermination et classification des principaux facteurs qui influent sur le choix des techniques en Afrique (septembre - octobre 1972).
 - c) Elaboration des méthodes pouvant servir à étudier l'incidence du facteur distorsion des prix sur le choix des techniques (octobre - novembre 1972).
 - d) Elaboration des méthodes pouvant servir à étudier l'incidence du facteur qualité de la main-d'oeuvre sur le choix des techniques (novembre 1972 - janvier 1973).
 - e) Examen général de la valeur des techniques actuellement employées en Afrique (octobre 1972 - février 1973).
 - f) Etablissement de l'ordre de priorité par secteurs et du plan détaillé des études sectorielles (mars 1972).
 - g) Rédaction du rapport (février - avril 1973).

Deuxième étude: choix des techniques dans l'agriculture (1973).

Troisième étude: choix des techniques dans les industries extractives (1974).

Quatrième étude: choix des techniques dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics (1974).

Note: Les études ci-dessus - et toutes celles qui seront consacrées à ce domaine - seront exécutées conformément au plan détaillé défini plus haut pour l'étude générale.

- D. Etudes sur la productivité de la main-d'oeuvre dans ses rapports avec le choix des techniques (1A:2 b)iv):
- a) Elaborer une définition de la productivité de la main-d'oeuvre et déterminer les moyens de la mesurer (mai - juin 1973).
 - b) Etablir le plan d'enquête (juillet 1973).
 - c) Rassembler et étudier la documentation et les renseignements destinés à l'étude globale (août - octobre 1973).
 - d) Analyse globale - rédaction du rapport sur l'étude globale (novembre 1973 - février 1974).
 - e) Etudes sectorielles - rassemblement et analyse de la documentation, rédaction des rapports par secteur (mars - octobre 1974).
 - f) Conclusions et rapport récapitulatif - rédaction et diffusion (novembre - décembre 1974).

1A:3 Méthode intégrée de transformation socio-économique en Afrique
Autorisation:

Mandat de la Commission, rapport de la première session, résolutions 15(II), 18(II), 37(III), 48(IX), 88(V), 117(VI) et 197(IX) de la Commission.

But du Projet:

Déterminer les politiques et les mesures les plus efficaces pour la mobilisation des ressources des pays africains en vue d'accélérer la transformation socio-économique de leurs communautés. Durant cette période, l'accent sera mis particulièrement sur les collectivités rurales.

Catégorie A

Travaux:

b) Etudes:

Etude sur les méthodes d'aménagement régional convenant à l'Afrique (1972) (en association avec 8C:1; 13A:4, 4C:1 b)i).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements:

Sous forme de documents ou dans le Bulletin économique pour l'Afrique

d) Conférences, réunions ordinaires, cycles d'études et groupes d'experts (1971-1976).

Conférence de planificateurs (1972).

Programmes apparentés:

Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, Division de la mise en valeur des ressources humaines, Division de l'industrie et de l'habitation, Section des ressources naturelles, Section de l'énergie, Institut africain de développement économique et de planification, Conférence des planificateurs africains (1972).

1A:4 Planification et programmation

Autorisation:

Résolutions 916(XXXIV), 924(XXXIV), 979(XXXVI), 1035(XXXVII), 1079(XLI), 1175(XLI) du Conseil économique et social; mandat de la Commission et résolutions 18(II), 48(IV), 49(IV), 80(V), 105(VI), 11(VI), 145(VII) de la Commission rapport de la Conférence des planificateurs.

But du projet:

Aider les gouvernements à améliorer leurs organismes et leurs techniques de planification en vue d'accroître le rendement global de leurs économies.

Catégorie A

Travaux:

a) Assistance aux gouvernements (1971-1976):

- i) Fournir des services consultatifs aux Etats membres sur leur demande dans le domaine de la planification du développement et des projections;
- ii) Offrir une assistance aux organismes centraux de planification, aux universités et autres institutions et organisations de planification, et maintenir la liaison avec eux;
- iii) Etudier les besoins des Etats membres en personnel spécialisé pour les projections, la planification et les études économiques, et les moyens de formation et autres ressources nécessaires pour répondre à ces besoins;
- iv) Aider les gouvernements à organiser, à l'échelon national et sur le plan sous-régional, des cours sur les projections et la planification, et à créer, le cas échéant, des centres régionaux de formation.

b) Etudes:

- i) Etudes sur la programmation des aspects scientifiques et techniques des plans de développement nationaux (1971-1972);
- ii) Etude sur le traitement des facteurs sociaux dans la planification du développement (1971-1973);
- iii) Etude sur les problèmes de coordination des secteurs public et privé (1972-1973);

- iv) Manuel de planification pour la région africaine (1974-1975);
- v) Mise au point de modèles et de techniques de planification globale et sectorielle adaptés aux conditions africaines, compte tenu des procédures propres aux divers pays.
- vi) Etude sur la planification sectorielle dans les programmes de développement africains (1972-1975);
- vii) Déterminer les circonstances particulières requises pour une planification efficace en Afrique, compte tenu de la distribution des ressources et des besoins dans les pays africains, et établir un schéma de base adapté aux conditions africaines;
- viii) Etudier les résultats des projections économiques établies par des organismes nationaux et internationaux pour les pays africains, et analyser, sur le plan régional et à l'échelon international, les projections à long terme pour les pays africains;
- ix) Evaluer les possibilités à long terme de croissance et de coopération économiques dans les pays de la région et déterminer les éléments de base de la coopération et des politiques économiques;
- x) Coopérer avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, en vue d'améliorer les modèles de projections économiques mondiales, compte tenu des besoins et des circonstances propres à la région africaine;
- xi) Rassembler, analyser et harmoniser les plans de développement des pays africains, étudier les obstacles qui s'opposent à leur exécution et envisager les mesures à adopter pour améliorer la préparation des plans et contrôler l'exécution.
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements:
Publication de documents, du Bulletin économique pour l'Afrique et de l'Information-planification.
- d) Conférences, réunions ordinaires, cycles d'études et groupes d'experts (1971-1976):
 - i) Groupe d'experts sur les modèles et les techniques et planification (1972-1976);
 - ii) Séminaire sur l'analyse des coûts et des avantages sociaux (1973, 1974, 1975) (en association avec 40:1 b)ii), 14A:6 d)v);
 - iii) Séminaire sur le traitement des facteurs sociaux dans la planification économique (1973);

iv) Conférence des planificateurs africains (1972, 1974, 1976).

Programme apparentés:

Institutions spécialisées, Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, Institut africain de développement économique et de planification, divisions et sections du secrétariat, Revue de l'évolution et des tendances économiques récentes, Information-planification, Bulletin économique pour l'Afrique.